



HAL
open science

L'histoire peut-elle être objective et engagée ?

Nicolas Dufour

► **To cite this version:**

| Nicolas Dufour. L'histoire peut-elle être objective et engagée ?. 2023. hal-04340093

HAL Id: hal-04340093

<https://hal.science/hal-04340093>

Submitted on 13 Dec 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Public Domain

L'histoire peut-elle être objective et engagée ?

PAR NICOLAS DUFOUR · PUBLIÉ 12 DÉCEMBRE 2023 · MIS À JOUR 13 DÉCEMBRE 2023



(Essai rédigé en janvier 2023)

Entre 1901 et 1903, le leader socialiste Jean Jaurès (1859-1914) publie son *Histoire socialiste de la Révolution française*, volontairement destinée aux enseignants, aux militants et aux passionnés d'histoire. Il y met notamment en avant les causes économiques et sociales de la Révolution, sortant des interprétations dominantes centrées sur les batailles politiques. Assumant son point de vue internationaliste et ne cachant pas son militantisme, Jaurès a néanmoins marqué une étape essentielle dans la connaissance et la réflexion historique de la Révolution. Son travail a été salué et est toujours globalement reconnu par les historiens[1].

Cet exemple montre que l'on peut faire de l'histoire engagée tout en étant rigoureux dans sa démarche scientifique.

Pourtant, instinctivement, une histoire engagée pourrait nous paraître nécessairement suspecte dans le sens où elle serait marquée d'un sceau idéologique et s'apparenterait donc à de la propagande. Le qualificatif « engagée » apposé à « histoire » deviendrait ainsi infamant voire disqualifiant mais qu'en est-il vraiment ? Selon le Centre National de Ressources Textuelles et Lexicales, l'engagement correspond à « la participation active, par une option conforme à ses convictions profondes, à la vie sociale, politique, religieuse ou intellectuelle de son temps ». De son côté, l'objectivité, dans le sens qui nous intéresse ici, est très bien définie par Johann Chapoutot : « idéal régulateur indispensable à toute activité scientifique, qui désigne l'émancipation, par le sujet connaissant, de sa propre subjectivité »[2].

Notre sujet invite donc à s'interroger sur la possibilité d'une histoire à la fois objective et engagée. Depuis l'établissement de l'histoire comme discipline au XIXe siècle, les débats sur son objectivité n'ont pas cessé. Ce concept d'objectivité en histoire a souffert de la comparaison d'objectivité dans les sciences de la nature (chimie, physique, biologie, etc.). En effet, l'histoire ne peut pas être considérée objective dans le sens où les faits du passé ne sont pas observables (pas vérifiables empiriquement) et qu'elle est donc incapable d'établir des lois scientifiques. L'histoire n'est pas le passé mais un récit du passé. Faut-il donc abandonner d'emblée l'idée d'une histoire objective ? Certainement pas. Il faut simplement se mettre d'accord par ce que l'on entend par objectivité en histoire. Si l'histoire ne peut pas être objective, alors on peut considérer que toutes les opinions se valent à son endroit (c'est d'ailleurs la thèse du polémiste et ancien candidat d'extrême-droite aux élections présidentielles françaises de 2022 Éric Zemmour[3]).

Prenons l'exemple de Pío Moa. En 2003, cet essayiste espagnol fait publier son ouvrage *Les Mythes de la guerre civile* (traduction française parue en 2022) où il se livre à une relecture très polémique de la guerre d'Espagne, réhabilitant notamment Francisco Franco. Si ce livre peut obtenir l'étiquette d'« histoire engagée », il ne peut cependant pas être considéré comme l'œuvre d'un historien. François Godicheau, professeur à l'université Toulouse-Jean Jaurès et spécialiste de la guerre d'Espagne, expose clairement le problème : « Sa démarche [celle de Pío Moa] n'est pas celle d'un chercheur, d'un historien en quête d'une meilleure compréhension du passé, mais celle d'un polémiste qui instruit à charge. S'il va dans les archives, c'est pour collecter les éléments qui lui permettent de défendre une thèse posée par avance »[4]. Objectivement, le travail de Pío Moa n'est pas un travail d'historien car son objectif n'est pas la connaissance et la compréhension des faits du passé mais de pourfendre la République espagnole et de réhabiliter le régime franquiste, en évoquant uniquement les faits qui vont dans ce sens. Dire que l'histoire ne peut pas être objective, c'est donc peut-être prendre le risque de mettre sur le même plan les travaux de Pío Moa et les travaux de véritables historiens spécialistes de la Guerre d'Espagne puisque de toute façon l'histoire ne serait qu'une opinion subjective.

En réalité, s'il est certain qu'un historien n'est jamais neutre, il peut faire de l'histoire objective : son travail relève d'une étude approfondie et critique de sources. Certes, contrairement aux sciences dites « de la nature », l'histoire n'est pas palpable et ne peut être démontrable empiriquement, mais le propos de l'historien est toujours nourri de preuves, de documents, d'archives. D'ailleurs, il ne peut déontologiquement rien affirmer

sans ces derniers : l'histoire est une démarche scientifique qui s'appuie sur des données[5]. L'objectivité de l'historien se trouve, à notre sens, dans sa démarche scientifique.

En outre, on ne peut pas faire de l'histoire indépendamment de l'environnement (social, intellectuel) dans lequel on vit. L'histoire n'est pas neutre, elle nécessite des choix : le choix d'un sujet (on ne travaille pas sur un sujet par hasard), le choix d'une problématique, le choix d'insister sur tel aspect plutôt qu'un autre... L'historien de renom Carlo Ginzburg (né en 1939) résume parfaitement cet état de fait : « L'accès au passé est toujours médié, et donc toujours partiel et partial »[6]. Bref, l'histoire neutre et impartiale est un mythe. De la même manière, on peut affirmer, de façon plus générale, que la science est toujours le produit d'un temps et des hommes pour comprendre le monde.

Pour faire des travaux déontologiquement acceptables en sciences humaines, le sociologue Max Weber (1864-1920) conceptualisa la « neutralité axiologique ». Cette dernière ne sous-entend pas une nécessaire absence d'engagement de la part du chercheur, elle « remarque simplement que le travail de compréhension implique de reconstituer, de manière internaliste et neutre, un univers mental, un univers de valeurs, propre aux acteurs que l'on étudie, sans les vitupérer, les moquer ou les condamner »[7]. Cette expression est devenue un étendard pour certains historiens contestant justement cette idée « d'histoire engagée » mais ceux-ci oublient dans le même temps que ce même Max Weber préconisait que le rôle des sciences humaines est d'aider la société à mieux se comprendre elle-même, ce qui donne de facto un rôle social à l'historien[8] (et favorise indirectement son engagement).

Cependant, par rapport à l'histoire engagée, on pourrait instinctivement penser qu'elle va à l'encontre de l'idée d'une histoire objective. Elle est donc souvent décriée. Pourtant, les historiens fustigeant l'idée d'une histoire engagée s'engagent, paradoxalement, en défendant l'idée d'une histoire qui serait purifiée de leurs propres opinions et de leur propre rapport à la société actuelle. Or, sous les traits d'une neutralité revendiquée, certains historiens peuvent défendre, parfois même à leur insu, une histoire plutôt conservatrice et donc engagée[9]. D'ailleurs, comme le notent très justement Laurence de Cock, Mathilde Larrère et Guillaume Mazeau : « on ne juge pas une recherche aux intentions (morales ou politiques) de l'auteur mais à la seule aune de toute production en sciences sociales : la thèse, les sources, les arguments et les raisonnements sont-ils convaincants ? »[10]. Le degré d'engagement de l'historien ne présage en rien la qualité de son travail, et c'est d'ailleurs un constat qui vaut aussi pour les historiens revendiquant un non-engagement et un détachement complet par rapport à leur sujet d'étude. En effet, rien ne prédispose ces derniers à éviter les risques d'une histoire étroite et simpliste[11] et rien ne permet de discréditer d'emblée un historien affichant un engagement. L'exemple de Michelle Perrot (née en 1928) est assez évocateur. Elle fait partie d'un groupe d'historiennes qui ont permis, depuis les années 1970, le développement de l'histoire des femmes et conséquemment des études de genre. Ses travaux font encore autorité auprès de ses pairs et pourtant son engagement dans la cause féministe n'était pas clandestin[12]. Dans la même idée, on peut évoquer l'exemple de Jean Maitron (1910-1987). Adhérent du Parti Communiste Français puis militant au Parti Socialiste Unifié, il a été à l'origine du *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français* (premier volume publié en 1964), dont l'entreprise est toujours en cours. Cet outil est aujourd'hui considéré comme indispensable pour tout historien travaillant sur le mouvement ouvrier en France et sa qualité scientifique n'est en rien remise en cause par le fait que son instigateur était engagé politiquement en faveur de la classe ouvrière.

On peut, en outre, noter qu'un engagement dans un parti politique ou une organisation syndicale, par exemple, peut être un atout pour l'historien qui déciderait de faire l'histoire de l'une de ces entités. En effet, son expérience serait une plus-value pour son travail dans le sens où il connaîtrait le fonctionnement interne d'une telle organisation (prise de décision par exemple)[13]. Un historien qui traiterait un sujet semblable mais sans cette expérience pourrait, au contraire, faire des erreurs d'interprétations préjudiciables à son travail. Sans même présupposer de la forme des luttes, l'historien engagé dans son temps est tributaire de ses expériences, qui peuvent lui permettre de mieux envisager des expériences comparables du passé. Antoine Prost en est un bon exemple puisque dans l'ouverture de sa thèse sur les anciens combattants de la Grande Guerre (1977), il évoque son expérience de soldat pendant la Guerre d'Algérie : « Pour brève et limitée qu'elle ait été, mon expérience algérienne me permit d'imaginer ce que fut, dans sa réalité vécue, la guerre de 1914 (...) l'Algérie me fit ainsi réaliser combien l'expérience de la guerre avait dû marquer ceux qui la subirent »[14].

On peut même s'interroger sur l'utilité d'une histoire prétendument non-engagée. L'historien n'a-t-il pas un rôle social (voir supra) ? La remise en cause d'idées reçues, la mise en lumière de thématiques jusqu'ici négligées (histoire des femmes, histoire des minorités, etc.) fait partie du rôle de l'historien à notre sens. Faire l'histoire des oubliés et/ou victimes de l'histoire et de leur(s) lutte(s) est déjà un engagement en soi car, comme le précise Nicolas Offenstadt, « L'historien se veut alors un contrepoids et une compensation. Il valorise et met en avant des histoires de vie, des engagements qui n'ont pas leur place dans les histoires d'ensemble »[15]. Cependant, l'engagement historien n'est crédible qu'à la condition sine qua non d'une honnête intellectuelle sans faille. L'idée d'une histoire objective et, dans le même temps, engagée ne semble donc pas si saugrenue. L'historien est objectif s'il est conscient de la distance qu'il doit prendre avec son sujet et qu'il le traite avec rigueur. Ceci n'est en rien incompatible avec un engagement. D'ailleurs, l'expression « histoire engagée » ne devrait-elle pas être un pléonasse ?[16] En réalité, on peut considérer que toute histoire est engagée dans le sens où il revient aux historiens de faire des choix dans le traitement d'un sujet. Ceci étant dit, le rôle d'un historien digne de ce nom est simplement de livrer l'état des connaissances sur tel ou tel problème historique et non pas de dire ce que les gens doivent en penser[17]. C'est aux lecteurs de s'interroger sur les questions que posent cet état des connaissances. Dans le même temps, cela n'empêche nullement à l'historien d'avoir ses opinions, comme n'importe quel autre citoyen. D'ailleurs on peut remarquer que, depuis quelques années, des historiens et historiennes renommés et de tous les bords n'hésitent plus à transmettre leurs opinions directement via les réseaux sociaux (notamment Twitter/X) sans que cela ne préjuge sur la bonne ou mauvaise qualité de leurs travaux historiques.

En conclusion, nous pouvons dire que l'objectivité est la condition nécessaire à une histoire engagée crédible. La crédibilité repose sur la « transparence d'administration de la preuve »[18]. Vis-à-vis de son rôle social, l'engagement de l'historien peut même paraître souhaitable. Ce sont souvent des historiens ouvertement engagés qui ont permis de mettre en lumière l'histoire de groupes ou de personnes jusqu'alors négligés ou déconsidérés comme les ouvriers, les femmes, les minorités ethniques, etc. Et leurs travaux participent aux débats de leur temps. Si l'historien doit faire abstraction de ses préjugés durant sa recherche, il ne demeure pas moins « dans la cité »[19] et est donc aussi un acteur de son temps. En ce sens nous approuvons la remarque de Julien Massicotte, sociologue à l'Université de Moncton (Canada) et contributeur du site *Histoire engagée* : « L'engagement à nos yeux n'est pas de la partisanerie, ni un manque d'autonomie, mais

plutôt une ouverture aux questionnements et aux préoccupations sociales, aux enjeux contemporains, à la participation sociale plus large aux défis collectifs »[20].

[1] Voir par exemple l'article P. Foussier, « Jaurès, historien de la Révolution française », *Humanisme*, n°238, 2020, p. 77-81.

[2] J. Chapoutot, *Les 100 mots de l'histoire*, Paris, P.U.F, « Que sais-je ? », 2021, p. 94.


[3] Voir, par exemple, à ce sujet Collectif, *Zemmour contre l'histoire*, Paris, Gallimard, « Tracts », 2022.

[4] F. Godicheau, « Franco : l'histoire comme champ de bataille », *L'Histoire*, n°502, décembre 2022, p. 13-22.

[5] C. Judde de Larivière, « Objectiver les usages publics de l'histoire... », Dialogue avec Patrick Fraysse, publié sur *Com'en Histoire*, 2019. URL : <https://cehistoire.hypotheses.org/2136>

[6] Avant-propos de l'auteur dans son C. Ginzburg, *Le fromage et les vers*, Paris, Flammarion, « Champs histoire », 2019, p. XXXI.

[7] J. Chapoutot, *Les 100 mots de l'histoire*, Paris, P.U.F, « Que sais-je ? », 2021, p. 95.

[8] L'historien Antoine Prost, par exemple, dit : « L'État nous paye. Nous sommes des fonctionnaires, pas des érudits locaux qui travaillons pour notre plaisir. Nous remplissons une fonction sociale qui est fondamentalement d'enseigner mais qui est aussi d'établir un certain nombre de savoirs et de les mettre à disposition ». Cette citation est issue de A. Loez, « Antoine Prost : "Transformer en histoire la demande de mémoire de nos contemporains" », *Le Monde*, publié le 16 novembre 2019. URL : https://www.lemonde.fr/livres/article/2019/11/16/antoine-prost-transformer-en-histoire-la-demande-de-memoire-de-nos-contemporains_6019444_3260.html 

[9] « Les non-engagés sont des engagés qui s'ignorent, ou de mauvaise foi » dans J. Chapoutot, *Les 100 mots de l'histoire*, Paris, P.U.F, « Que sais-je ? », 2021, p. 96.

[10] L. De Cock, M. Larrère, G. Mazeau, *L'histoire comme émancipation*, Marseille, Agone, 2019, p. 109-110.

[11] « Le degré de désengagement d'un livre d'histoire ne dit rien du sérieux des recherches menées, ni des qualités intellectuelles de leur synthèse » dans L. De Cock, M. Larrère, G. Mazeau, *L'histoire comme émancipation*, Marseille, Agone, 2019, p. 109.

[12] On peut citer par exemple : G. Duby, M. Perrot (dir.), *Histoire des femmes en occident*, Paris, Plon, 1990-1991 (5 vol.) ou encore M. Perrot, *Les femmes ou les silences de l'histoire*, Paris, Flammarion, 1998.

[13] Par exemple : « Les historiens actuels du communisme, comme A. Kriegel ou P. Robrieux ont souvent exercé des responsabilités au sein de ce parti ; ils l'ont connu de l'intérieur et ils transfèrent dans leurs

analyses historiques une connaissance directe des mœurs communistes » dans A. Prost, *Douze leçons sur l'histoire*, Paris, Seuil, 2014 [1e éd. 1996].

[14] Exemple tiré de N. Offenstadt, *L'historiographie*, Paris, P.U.F, « Que sais-je ? », 2015 [1e éd. 2011], p. 123.


[15] N. Offenstadt, *L'historiographie*, Paris, P.U.F, « Que sais-je ? », 2015 [1e éd. 2011], p. 121.

[16] L. De Cock, M. Larrère, G. Mazeau, *L'histoire comme émancipation*, Marseille, Agone, 2019, p. 108.

[17] N. Offenstadt, *L'histoire, un combat du temps présent*, Paris, Textuel, 2014, p. 42.

[18] L. De Cock, M. Larrère, G. Mazeau, *L'histoire comme émancipation*, Marseille, Agone, 2019, p. 112.

[19] Expression faisant référence à l'ouvrage F. Hartog, P. Schmitt-Pantel, A. Schnapp (dir.), *Pierre Vidal-Naquet, un historien dans la cité*, Paris, La Découverte, 2007. Ce livre rend hommage à l'historien Pierre Vidal-Naquet (1930-2006) connu, entre autres et en plus de ses travaux, pour sa prise de position contre la guerre d'Algérie et sa lutte contre le négationnisme.

[20] J. Massicotte, « Histoire, engagement, idéologies », *Histoire engagée*, publié le 24 novembre 2010.
URL : <https://histoireengagee.ca/histoire-engagement-ideologies/> 



Rechercher dans OpenEdition Search

Vous allez être redirigé vers OpenEdition Search